



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8454^e séance

Mercredi 30 janvier 2019, à 10 h 30

New York

Président : M. Singer Weisinger (République dominicaine)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Ma Zhaoxu
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Delattre
Guinée équatoriale	M. Esono Mbengono
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Allen

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 30.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne maintenant la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Le peuple syrien est confronté à un hiver froid et rude, caractérisé par des températures glaciales, des chutes de neige et de fortes pluies qui provoquent des inondations, détruisant les abris et entraînant le déplacement de dizaines de milliers de personnes supplémentaires. Des millions de personnes vivent sous des tentes, sous des bâches en plastique ou dans des bâtiments endommagés, sans électricité ni chauffage. Nous assistons à de graves pénuries de tous les produits de base – des couvertures au lait pour bébé en passant par les bandages.

Depuis la fin de l'année dernière, l'ONU et ses partenaires s'emploient à mobiliser des fonds pour aider les Syriens dans l'ensemble du pays en leur fournissant des articles d'hiver essentiels, notamment des bâches en plastique pour renforcer les abris, des réchauds et du combustible de chauffage, des couvertures, des vestes et des vêtements d'hiver. Nous avons mobilisé 81 millions de dollars, ce qui nous a permis d'aider 1,2 million de personnes. Cet appui doit se poursuivre pour que nous puissions fournir une aide à toutes les personnes qui en ont besoin.

Les habitants d'Edleb, où la menace d'une escalade militaire persiste, sont confrontés à des conditions climatiques difficiles. Durant le second semestre de l'année dernière, j'ai exprimé à plusieurs reprises nos préoccupations croissantes concernant la situation critique dans laquelle se trouvent 3 millions de personnes à Edleb et dans les zones environnantes dans le nord-ouest de la Syrie, où les civils n'auraient tout

simplement aucun endroit où chercher refuge s'il y avait une incursion militaire de grande envergure. L'accord conclu en septembre entre la Russie et la Turquie a été suivi d'une réduction notable des combats au sol et des frappes aériennes. Toutefois, en janvier, les combats se sont intensifiés entre les groupes armés non étatiques, mettant en danger la vie des civils et faisant des morts et des blessés. Aujourd'hui, je voudrais réitérer l'importance que revêt le maintien de l'accord Russie-Turquie et rappeler au Conseil qu'une opération militaire de grande envergure à Edleb aurait des conséquences humanitaires catastrophiques.

Le mois dernier, le Conseil a prorogé l'autorisation pour mener des opérations humanitaires transfrontières à Edleb. Nos opérations transfrontalières permettent de porter assistance à des centaines de milliers de personnes chaque mois. Nous devons pouvoir continuer à leur fournir des vivres, des médicaments, des tentes, des fournitures d'hiver essentielles et d'autres formes d'aide.

Quelque 42 000 personnes sont toujours bloquées à Roukban, le long de la frontière entre la Syrie et la Jordanie. La situation dans ce camp de fortune n'a cessé de se détériorer depuis que le dernier convoi humanitaire s'est rendu dans la région, du 3 au 8 novembre. Huit nourrissons seraient morts depuis le mois dernier. Encore une fois, le froid ne fait qu'aggraver la situation. Il est donc essentiel que les parties apportent leur appui en vue de l'envoi d'un deuxième convoi à destination de Roukban. L'ONU prend des mesures sur de multiples fronts à cette fin, notamment en répondant aux préoccupations exprimées par la Fédération de Russie et le Gouvernement syrien au sujet de la sécurité du convoi et en faisant le suivi des modalités de distribution de l'aide. Le convoi comprendra plus de 100 camions transportant des articles de secours, surtout des denrées alimentaires, des articles de préparation pour l'hiver, des articles sanitaires, des compléments nutritionnels, des articles ménagers, de l'eau et des articles d'assainissement. La campagne de vaccination lancée avec le premier convoi se poursuivra et l'équipe mènera une enquête sur les intentions des personnes qui vivent dans ce camp de fortune, en vue de les aider à trouver une solution durable.

Nous allons renforcer davantage le suivi, depuis le site de déchargement jusqu'aux points de distribution où les bénéficiaires collectent leur aide, et ce convoi sera accompagné d'environ 250 membres du personnel des Nations Unies et du Croissant-Rouge arabe syrien.

L'équipe prévoit de rester à Roukban pendant au moins une semaine afin de disposer de suffisamment de temps pour faire le suivi des distributions, mener à bien l'enquête d'intention et vacciner autant d'enfants que possible. En ce qui concerne la sécurité, nous avons convenu que, de l'entrée à la zone d'exclusion de 55 kilomètres jusqu'au site de déchargement, il y aura une zone tampon de 5 kilomètres entre les groupes armés présents dans la zone et le convoi pour éviter toute interférence. Toutefois, il faut assurer la protection du personnel d'accompagnement au point de déchargement et sur le site d'hébergement, et assurer la sécurité à l'intérieur du camp de fortune, où les distributions seront effectuées, où des points de vaccination seront établis et où les agents recenseurs effectueront l'enquête.

Le 27 janvier, nous avons reçu une approbation verbale du Ministère des affaires étrangères à Damas pour le départ du convoi. Nous avons également reçu des garanties de sécurité de la part de la Fédération de Russie et des forces de la Coalition internationale. Nous sommes en train de faire les plans nécessaires pour commencer le chargement des camions avant la fin de la semaine et en vue de leur départ avant le 5 février. Nous demandons à toutes les parties de faire en sorte que cela puisse être fait sans plus tarder.

S'agissant du nord-est du pays, nous sommes préoccupés par les incidences humanitaires des opérations militaires en cours dans le sud-est de Deïr el-Zor, où des milliers de personnes ont été déplacées et où un nombre indéterminé de personnes sont toujours bloquées sous le contrôle de l'État islamique d'Iraq et du Levant. Les frappes aériennes et les combats au sol, qui se poursuivent et s'intensifient, ont fait des dizaines de victimes parmi les civils et endommagé des infrastructures essentielles.

Depuis décembre, environ 20 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont dû quitter la région de Hajin vers le camp el-Hol dans la province de Hassaké. Elles ont été exposées aux combats, à des engins explosifs, à un froid intense et à des contrôles de sécurité prolongés, et n'ont reçu qu'une assistance minimale. Nous avons reçu des informations selon lesquelles 25 enfants seraient morts, soit en transit, soit peu après leur arrivée au camp. Nous intensifions nos efforts pour pouvoir intervenir à el-Hol. Toutefois, des personnes continuent d'arriver dans un état critique, et la plupart indiquent qu'elles ont été déplacées contre leur volonté, que leurs papiers ont été confisqués, que leurs mouvements continuent d'être entravés et qu'elles

préfèreraient chercher refuge auprès de membres de leur famille ou de connaissances à Deïr el-Zor. J'appelle une fois de plus toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour protéger les civils et leur permettre de se déplacer librement pour chercher refuge et bénéficier des services de base là où ils le souhaitent.

Nous avons souvent signalé au Conseil le risque inacceptable que les mines, les munitions non explosées et les autres engins explosifs continuent de présenter dans l'ensemble de la Syrie. C'est donc avec plaisir que je confirme que le Service de la lutte antimines de l'ONU a lancé hier son premier projet à Damas, après l'ouverture de son bureau l'an dernier. Environ 25 jeunes Syriens et Syriennes sont en train de recevoir une formation sur les risques liés aux engins explosifs. Le Service de la lutte antimines est prêt à se déployer à Raqqa pour appuyer les activités de déminage humanitaire, si ce déploiement est autorisé par les autorités.

Les organisations humanitaires sont pleinement mobilisées sur l'ensemble du territoire syrien pour répondre aux besoins de la population. En consultation avec le Gouvernement et sur la base des principes humanitaires, nous sommes en train de mettre la dernière main à notre rapport d'ensemble sur les besoins humanitaires pour 2019. Nous voulons que notre plan d'aide humanitaire soit achevé avant la conférence qui doit se tenir prochainement à Bruxelles. Ces documents se fondent sur une évaluation approfondie des besoins effectuée au cours de l'année écoulée, y compris dans les zones dont le contrôle est passé récemment à une partie adverse, comme la Ghouta orientale, le sud-ouest d'Idlib et le sud du pays.

Nous continuons à mettre l'accent sur le suivi et l'évaluation. Par exemple, au cours des trois derniers mois de 2018, l'ONU, avec l'accord du Gouvernement, a effectué près de 1 000 missions en Syrie, dont 75 % à des fins de suivi et d'évaluation, ce qui nous a permis de mieux comprendre à quoi sert l'argent fourni par les donateurs et de leur en rendre compte de façon crédible.

Pour terminer, je voudrais réitérer certaines priorités actuelles pour lesquelles nous demandons au Conseil de nous apporter son concours.

Premièrement, l'appui de tous les États Membres est nécessaire pour veiller à ce que les parties respectent et protègent les civils, en accordant une attention particulière au nord-ouest et au nord-est du pays. Une fois de plus, il faut éviter à tout prix une offensive

militaire de grande envergure à Edleb et dans les zones environnantes.

Deuxièmement, le convoi humanitaire à destination de Roukban doit pouvoir partir comme prévu.

Troisièmement, toutes les parties doivent faciliter un accès humanitaire sûr, régulier et durable afin que nous puissions procéder à des évaluations supplémentaires des besoins, acheminer l'aide dans toutes les régions où les besoins sont les plus importants et faire le suivi de l'impact de nos interventions.

Quatrièmement, pour en revenir à mon point de départ, il faut mobiliser les fonds nécessaires pour une aide vitale et immédiate en Syrie afin d'aider les populations à traverser cet hiver rigoureux, mais aussi pour garantir le financement adéquat des programmes humanitaires au titre de notre plan d'aide humanitaire de 2019. La conférence qui doit se tenir à Bruxelles les 13 et 14 mars sera un jalon important à cet égard.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de son exposé très éclairant. Je tiens également à rendre hommage à tout le personnel humanitaire et médical pour les efforts qu'il déploie sur le terrain afin de soulager les souffrances humaines en Syrie dans des conditions très difficiles et souvent dangereuses, comme en témoigne le nombre élevé de travailleurs humanitaires blessés et tués. Je vais présenter cette déclaration au nom des co-rédacteurs sur le dossier humanitaire syrien, à savoir la Belgique, l'Allemagne et le Koweït.

Nous nous réunissons aujourd'hui à la première séance du Conseil de sécurité en 2019 consacrée à la situation humanitaire en Syrie, après avoir tourné la page de l'année 2018, une année qui a été, hélas, marquée par une continuation de la situation humanitaire catastrophique en Syrie. Il convient ici de faire le point de la situation. Selon les statistiques de l'ONU, près de 12 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont plus de 5 millions d'enfants. Il y a plus de 5,6 millions de réfugiés enregistrés dans les pays voisins, dont 2,5 millions d'enfants. Plus d'un million de personnes vivent dans des zones difficiles

d'accès. Derrière ces chiffres alarmants se cachent d'innombrables histoires de drames humains que continuent de vivre les civils syriens – enfants, femmes et personnes âgées – devenus les victimes de l'un des pires conflits de l'histoire contemporaine. Alors que cette souffrance humaine persiste, la communauté internationale et les parties impliquées dans le conflit, en particulier, doivent travailler ensemble pour améliorer la situation humanitaire et l'accès en Syrie afin de véritablement changer la donne pour les civils sur le terrain.

Alors que nous entamons cette nouvelle année, de graves difficultés humanitaires subsistent sur le terrain. Il y a encore des défis, des obstacles et des contraintes bureaucratiques, sécuritaires ou autres, qui limitent l'acheminement durable de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin. Nous appelons toutes les parties à continuer de faciliter l'accès humanitaire sûr, sans entrave et durable à toutes les régions de la Syrie. Nous insistons sur la nécessité de faire en sorte que cette assistance parvienne à ceux qui en ont besoin de manière impartiale et non discriminatoire, conformément aux principes humanitaires et sur la base des besoins. La Syrie et les pays voisins connaissent un hiver particulièrement rigoureux. Cette situation a aggravé les conditions de vie effroyables de beaucoup de personnes dans le besoin, entraînant la mort d'un certain nombre de civils, dont des enfants, au cours des dernières semaines. Le 15 janvier, l'UNICEF a publié une déclaration, qui doit toucher notre conscience et notre humanité :

« Des vies de bébés continuent d'être coupées net par des problèmes de santé qui peuvent être prévenus ou traités. Il n'y a pas d'excuses à cela au XXI^e siècle. Ces tragiques pertes humaines doivent cesser... L'histoire nous jugera pour ces morts qui sont absolument évitables. »

Il est nécessaire de remédier aux souffrances terribles que continuent d'endurer 42 000 personnes dans le camp de Roukban, dont la survie dépend de l'arrivée de l'aide humanitaire, notamment les enfants et les femmes qui représentent environ 80 % de la population du camp. Nous avons espéré que le dernier convoi arrivé au camp en novembre 2018 ouvrirait la voie à un accès humanitaire durable au camp, mais cela ne s'est pas encore concrétisé. Ce manque d'accès est inacceptable. Comme nous venons de l'entendre de la bouche de M. Lowcock, les choses avancent pour ce qui

du nouveau convoi, et nous exhortons toutes les parties concernées à coopérer afin de permettre un accès immédiat, durable, sans entrave et sûr à Roukban et d'accorder rapidement les autorisations requises.

La protection des civils contre le conflit, la mort et les violations des droits de l'homme demeure l'un des plus grands défis de la crise syrienne depuis son déclenchement en 2011. Nous suivons de près l'évolution de la situation dans le nord de la Syrie et réaffirmons que le mémorandum d'accord de cessez-le-feu russo-turc à Edleb, où vivent près de 3 millions de personnes, dont la moitié sont des déplacés internes, doit être maintenu. Un cessez-le-feu, non seulement à Edleb, mais dans tout le pays permettrait l'acheminement de l'aide humanitaire et l'évacuation des blessés et des malades, conformément au droit international et aux dispositions de la résolution 2401 (2018). La situation à Edleb est fragile, et nous nous rappelons tous l'avertissement du Secrétaire général adjoint Lowcock selon lequel une opération militaire à Edleb pourrait entraîner la pire catastrophe humanitaire du XXI^e siècle.

Les combats qui se sont déroulés ces dernières semaines dans différentes régions de la Syrie, notamment à Deir el-Zor, ont fait des dizaines de victimes civiles. Les personnes déplacées en raison d'affrontements armés sont exposées à de graves dangers, risquant d'être tuées ou blessées par des explosifs ou de se retrouver sans abri, sans nourriture ou sans eau pendant de longues périodes par temps froid. L'escalade de la violence a également détruit l'infrastructure civile. Nous réaffirmons que toutes les parties doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils et les infrastructures civiles, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Nous appelons également les parties au conflit à respecter les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux structures civiles, en particulier la résolution 2286 (2016) sur la protection des hôpitaux et des installations sanitaires en temps de conflit.

Nous condamnons fermement les détentions arbitraires et la torture pratiquées en Syrie, notamment dans les prisons et autres lieux de détention, ainsi que les enlèvements, séquestrations, prises d'otages et disparitions forcées qui se produisent fréquemment, et exigeons que ces pratiques cessent immédiatement et que toutes les personnes arbitrairement détenues, en premier lieu les femmes et les enfants, soient libérées, de même que les personnes malades, blessées, handicapées ou

âgées, les travailleurs humanitaires et les journalistes. L'enlèvement et le meurtre d'un travailleur humanitaire à Edleb au début de l'année sont des actes honteux, et nous les condamnons dans les termes les plus fermes. Cela nous rappelle à tous les risques quotidiens auxquels les travailleurs humanitaires sont confrontés alors qu'ils aident les autres. Les parties au conflit ont l'obligation non seulement de protéger la vie des acteurs humanitaires, mais aussi de veiller à ce qu'ils puissent travailler sans entrave et sans peur.

Ceux qui ont commis des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire doivent répondre de leurs actes. Nous restons déterminés à lutter contre l'impunité. Dans ce contexte, nous renouvelons notre soutien aux travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la République arabe syrienne.

En ce qui concerne les réfugiés, nous voudrions réaffirmer que tout retour des réfugiés syriens dans leurs foyers doit être sûr, volontaire et digne. Des conditions clairement définies doivent être remplies à cet effet, comme énoncées dans les seuils de retour du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Des mesures telles que la détention arbitraire et l'expropriation, pour n'en citer que quelques-unes, vont à l'encontre de tous les efforts qui permettraient aux Syriens de rentrer chez eux. Nous rejetons également les tentatives de changement démographique en Syrie.

Nous exprimons notre plein appui à l'Envoyé spécial, M. Geir Pedersen. Nous devons travailler avec lui pour faire avancer le processus politique, qui est le seul moyen de parvenir à une solution durable à la crise et d'éviter de nouvelles souffrances humaines en Syrie, par un règlement politique conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

Pour terminer, en tant que corédacteurs et donateurs importants de la réponse humanitaire en Syrie, la Belgique, l'Allemagne et le Koweït continueront de jouer leur rôle pour alléger les souffrances du peuple syrien et veiller à ce que le Conseil de sécurité assume ses responsabilités conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Lowcock de son exposé et du travail important que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires

et ses partenaires accomplissent pour venir en aide au peuple syrien.

Le mois dernier, le Conseil de sécurité a renouvelé des dispositions clefs de la résolution 2165 (2014) (voir S/PV.8423). L'un des principes fondamentaux de ces dispositions était d'assurer l'acheminement sûr, immédiat et durable de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin, de la manière la plus directe et efficace possible. Cela exigeait notamment l'approbation et la facilitation de l'acheminement de l'aide de Damas au camp de personnes déplacées de Roukban. Nous avons connaissance d'informations selon lesquelles le régime syrien aurait finalement approuvé verbalement l'acheminement d'une aide humanitaire d'urgence à Roukban, comme l'a indiqué le Secrétaire général adjoint Lowcock. L'approbation préliminaire de ce convoi est une évolution à saluer. Toutefois, nous ne devons pas perdre de vue que ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'un accès humanitaire sans entrave et durable, tant à Roukban que dans toute la Syrie.

Un deuxième convoi permettra aux agents humanitaires de l'Organisation des Nations Unies et du Croissant-Rouge arabe syrien d'acheminer des vivres, des médicaments et des fournitures de préparation pour l'hiver, et cette livraison sauvera des vies. Nous demandons à Damas d'émettre toutes les approbations écrites en suspens et de permettre au convoi d'aller de l'avant sans autre retard. Il est crucial que le convoi comprenne toute l'aide requise, telle que déterminée par l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de cet acheminement, l'ONU doit aussi pouvoir mener une enquête sur les intentions des résidents de Roukban. Cette enquête aidera à faciliter les départs librement consentis, dans la sécurité et la dignité, et en toute connaissance de cause, des personnes déplacées qui souhaitent quitter le campement de Roukban. Nous réaffirmons que tous les départs de personnes déplacées de Roukban doivent s'effectuer de manière sûre, digne et librement consentie. Les résidents ne doivent subir aucune coercition de la part du régime et de ses alliés. Il est également impératif que les déplacés soient autorisés à se réinstaller au moment et dans l'endroit qu'ils choisiront.

Le non-respect persistant par le régime syrien des résolutions du Conseil de sécurité qui autorisent l'acheminement de l'aide humanitaire nous rappelle que nous devons rester vigilants et que le Conseil doit faire en sorte que Damas réponde de ses actes. Les États-Unis restent déterminés à coopérer avec l'Organisation des

Nations Unies et la Russie pour réduire les préoccupations humanitaires à Roukban et dans l'ensemble de la Syrie.

Les États-Unis et la Coalition internationale contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ont fourni les garanties de sécurité nécessaires pour permettre au convoi d'aller de l'avant, tout comme nous l'avons fait avant le convoi de novembre. Les États-Unis peuvent soutenir cet effort parce que la Coalition a libéré plus de 99 % du territoire que l'EIIL contrôlait en Syrie. Je veux être clair. Cela ne signifie pas la fin de la campagne menée pour vaincre l'EIIL, ni ne diminue en rien la volonté des États-Unis de défaire durablement l'EIIL. Nous nous félicitons des contributions et de l'engagement constant de nos partenaires internationaux au sein de la Coalition internationale. L'assistance à la stabilisation est cruciale pour garantir la défaite définitive de l'EIIL. Nous apprécions hautement et remercions également les partenaires qui ont œuvré à nos côtés sur le terrain, et nous continuerons de travailler avec eux aux efforts de stabilisation dans le nord-est de la Syrie. Il y a beaucoup à faire pour aider les personnes libérées de l'EIIL à se relever et pour empêcher le retour de ce dernier.

Les États-Unis continuent de suivre de près la situation humanitaire dans la province d'Idlib. L'accès de l'Organisation des Nations Unies à Idlib depuis Damas reste pratiquement impossible. L'aide humanitaire transfrontière est donc une planche de salut essentielle, et son acheminement aux bénéficiaires prévus doit être autorisé et facilité. À cette fin, il importe que le Conseil n'épargne aucun effort pour veiller à ce que l'accord turco-russe de cessez-le-feu à Idlib tienne. La position des États-Unis en ce qui concerne Idlib est claire. Toute escalade militaire à Idlib par le régime et ses alliés serait, comme le Secrétaire général adjoint Lowcock l'a dit, catastrophique pour les millions de personnes qui s'y trouvent et pour la stabilité des voisins de la Syrie. Nous devons conjuguer nos efforts pour préserver le cessez-le-feu à Idlib, qui protège actuellement 3 millions de civils syriens.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de m'associer aux autres orateurs pour remercier le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de son exposé sur les dernières évolutions de la situation humanitaire en Syrie. Nous le félicitons, ainsi que son équipe, de leur travail très important.

Nous nous inquiétons vivement des attaques violentes qui se sont produites récemment dans plusieurs parties de la Syrie, menaçant gravement les civils dans les zones concernées. Ces attaques minent les efforts

déployer actuellement pour parvenir à un cessez-le-feu global dans toute la Syrie. Ma délégation demande donc à toutes les parties au conflit de faire preuve de la plus grande retenue et de s'abstenir de toute action qui pourrait accroître le risque d'incidents humanitaires.

L'Indonésie souhaite mettre en exergue trois éléments qui découlent de l'exposé : premièrement, soulager d'urgence les souffrances humanitaires; deuxièmement, parvenir à un règlement politique; et troisièmement, éviter l'escalade.

Premièrement, l'Indonésie souligne la nécessité pressante de soulager les souffrances persistantes des millions de personnes en Syrie qui ont besoin d'une aide humanitaire immédiate. Ma délégation pense que les besoins humanitaires en Syrie doivent faire l'objet d'une attention prioritaire. C'est crucial, étant donné qu'environ 11,7 millions de personnes continuent d'avoir besoin d'une aide humanitaire, dont environ 5 millions d'enfants. En outre, plus d'un million de personnes vivent dans des zones difficiles d'accès, et la saison hivernale a particulièrement aggravé la situation, surtout pour les enfants.

Néanmoins, nous nous félicitons de l'acheminement de l'aide humanitaire à Roukban en novembre 2018. Il est également encourageant d'apprendre de la bouche du Secrétaire général adjoint que le deuxième convoi doit être déployé au début de la semaine prochaine pour acheminer l'aide aux milliers de nécessiteux à Roukban, y compris des femmes et des enfants. Nous exhortons toutes les parties à veiller à ce que les efforts humanitaires progressent sans entrave, dans l'esprit de la résolution 2449 (2018), qui souligne au paragraphe 1 la nécessité « qu'une aide humanitaire plus efficace et respectueuse des principes établis [soit] fournie durablement à la Syrie en 2019 ». Il est donc crucial que toutes les parties garantissent un accès rapide, sûr et sans entrave à toutes les zones touchées et à tous les civils qui en ont besoin. La vie de civils est en jeu et la communauté internationale doit leur fournir une aide humanitaire.

Deuxièmement, s'agissant d'un règlement politique, il est évident, comme nombre de personnes l'ont souligné à maintes reprises, que l'absence d'une solution politique aggravera la situation humanitaire en Syrie. À cet égard, l'Indonésie continue d'appuyer un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, et facilité par l'Organisation des Nations Unies, dans le plein respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. L'Indonésie

se félicite de la série de réunions que l'Envoyé spécial Geir Pedersen a menées avec les parties pertinentes, afin de trouver une solution pacifique au conflit. Nous sommes prêts à soutenir l'accomplissement de son mandat pour aider à mettre fin au conflit. Ma délégation salue aussi les efforts en cours et l'appui fourni par divers pays pour faire avancer le processus de paix, en coordination avec l'ONU.

Troisièmement, éviter l'escalade est tout à fait essentiel. Il est très important de veiller à ce que le conflit ne connaisse aucune escalade, car nous ne pouvons pas nous permettre des revers et les conséquences humanitaires qui en découleraient. Nous réaffirmons donc notre appel à toutes les parties pour qu'elles cessent toutes les attaques et tous les actes de violence contre les civils et les infrastructures civiles et qu'elles s'abstiennent de toute mesure qui pourrait mettre en péril l'accord actuel de cessez-le-feu. Ma délégation souligne que toutes les parties doivent œuvrer pour garantir le succès de tous les efforts humanitaires, notamment en respectant tous les principes du droit international humanitaire.

Il y a trop de souffrances depuis beaucoup trop longtemps. Donnons une chance à la paix, et transformons le cycle de l'escalade de la violence en un cycle de dialogue et de réconciliation. Pour terminer, comme l'a clairement déclaré la Ministre indonésienne des affaires étrangères la semaine dernière dans cette même salle,

« toutes les parties [doivent] assurer le succès de ce processus facilité par l'ONU, dirigé et contrôlé par la Syrie, qui conduirait à une voie concrète vers la paix » (S/PV.8449, p. 12).

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions Mark Lowcock de son exposé sur la situation humanitaire en Syrie.

Nous partageons les préoccupations au sujet de la situation dans la zone de désescalade d'Edleb, un territoire qui est sous le contrôle de facto des combattants du Front el-Nosra alliés à Hay'at Tahrir el-Cham, parce que l'opposition armée modérée a été forcée à partir. Le nombre de violations du régime de cessez-le-feu continue à augmenter. Depuis la signature par la Russie et la Turquie du mémorandum du 17 septembre 2018, plus de 1000 violations de l'accord de cessez-le-feu ont été signalées, lesquelles ont fait 65 morts et plus de 200 blessés. Dès le tout début, nous avons dit que geler une situation dans laquelle des terroristes étaient

présents ne fonctionnerait pas longtemps. Une telle démarche ne peut pas être considérée comme une solution viable à long terme pour la protection de la population locale.

Malheureusement, l'évolution de la situation confirme que nous avons raison. À cet égard, à la suite des pourparlers entre les dirigeants russes et turcs le 23 janvier à Moscou, les efforts se sont intensifiés pour élaborer des mesures efficaces, réalisables et concertées au sujet de la zone de désescalade d'Edleb. En outre, durant ce sommet entre la Russie et la Turquie, des discussions ont eu lieu à propos de la coopération dans le nord-est de la Syrie, notamment la manière de tirer parti du potentiel offert par la base juridique bilatérale en place entre la Turquie et la Syrie en matière de coopération antiterroriste.

Notre position reste inchangée. La meilleure façon de stabiliser la situation dans le nord-ouest et le nord-est de la Syrie, c'est que ces territoires reviennent sous le contrôle des autorités légitimes de la République arabe syrienne. Non seulement cela profitera à la Syrie, mais cela apaisera également les inquiétudes que nourrissent les pays voisins au regard de leur sécurité nationale. Stabiliser la situation est un préalable indispensable pour progresser sérieusement sur le front humanitaire. Cela permettra aux Syriens de retrouver une vie normale et aider à éviter l'émergence d'un contexte dans lequel des gens ordinaires commenceraient à se sentir proches des terroristes. Il faut donc s'efforcer conjointement d'améliorer la situation socioéconomique difficile du pays, de reconstruire ce qui a été détruit par les terroristes et garantir aux réfugiés et aux déplacés le droit inaliénable de regagner leurs foyers.

Nous estimons qu'il est au bas mot contraire à l'éthique d'adopter une approche sélective pour l'acheminement de l'aide à la population syrienne. Il est inacceptable de politiser l'assistance humanitaire. L'on ne peut pas simplement rejeter la faute sur le Gouvernement syrien tout en choisissant de passer sous silence, par exemple, ce qui s'est passé à Raqqa ou ce qui est en train de se produire à Roukban.

La Russie, malgré les nombreuses préoccupations quant à la manière dont l'aide humanitaire est prise en charge en Syrie, salue toujours les initiatives qui aideront la population, comme ce fut le cas pour l'extension du mécanisme d'assistance transfrontière et l'organisation du premier convoi humanitaire à Roukban, et maintenant avec le deuxième convoi humanitaire pour Roukban.

Bien que la situation humanitaire en Syrie reste difficile dans l'ensemble, force est de constater certaines tendances positives, comme le confirment les statistiques récentes du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Dans les zones qui ont été stabilisées et libérées des terroristes, le retour à la vie normale est amorcé. Les réfugiés syriens l'ont compris et commencent à opter pour un retour volontaire, dans le cadre d'un processus de plus en plus durable. Avec le concours du Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne, des dizaines de points de passage sont devenus opérationnels, dont un, aérien, à Duvali, et un autre, maritime, à Baniyas, que des milliers de personnes ont empruntés pour retourner en Syrie.

La Russie continuera de fournir une aide humanitaire non politisée au peuple syrien. Depuis le début du processus de règlement, le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne a conduit 2 052 opérations humanitaires qui ont permis d'acheminer 3 238,5 tonnes de fournitures humanitaires. L'assistance est en train d'être intensifiée pour reconstruire les infrastructures et créer des conditions propices au retour des réfugiés. Au 27 janvier, 31 117 logements, 726 écoles et 134 installations médicales avaient été reconstruits et 986 kilomètres de routes réparés.

Nous espérons que ceux qui se préoccupent réellement du sort des Syriens ordinaires parviendront bientôt à mettre de côté leurs intérêts biaisés et leurs politiques de sanctions unilatérales, et s'engageront à reconstruire ce qui a été détruit et à redonner une vie normale à la population.

Outre les efforts que nous entreprenons sur les plans de l'aide humanitaire et de la désescalade, aux côtés de nos partenaires turcs et iraniens et en coordination avec les parties syriennes et l'ONU, nous poursuivons notre travail minutieux sur le volet politique et les efforts déployés à Genève aux fins de mettre en place la commission constitutionnelle.

Le déplacement à Moscou de l'Envoyé spécial, Geir Pedersen, le 21 janvier et ses négociations avec le Ministre des affaires étrangères, M. Lavrov, et le Ministre de la défense, M. Shoygu, ont confirmé la volonté de poursuivre le processus politique conduit par les Syriens, avec le concours des Nations Unies.

Nous sommes convaincus que la prochaine réunion des garants du processus d'Astana, mi-février,

donnera un nouvel élan au processus de règlement de la question syrienne. Nous exhortons tous ceux qui veulent vraiment que la paix revienne en Syrie à contribuer constructivement à nos efforts. La seule voie envisageable est celle d'une coopération honnête, et toute tentative faite en catimini aux fins de dicter ses opinions à l'Envoyé spécial ou de dissuader les pays arabes de normaliser leurs relations avec Damas serait véritablement contre-productive.

M. Delattre (France) : Je souhaite d'abord remercier Mark Lowcock pour sa présentation, comme toujours très utile, et lui redire notre admiration pour son travail et celui de ses équipes afin de répondre à l'urgence humanitaire en Syrie. Je tiens également à saluer l'Allemagne et la Belgique, qui assument désormais, avec le Koweït, la fonction essentielle de coplumes humanitaires sur le dossier syrien, et à remercier la Suède et le Koweït pour leur travail remarquable, concernant en particulier le renouvellement de la résolution 2449 (2018) sur l'aide transfrontalière, en décembre dernier.

Il serait irresponsable de chercher à banaliser la situation en Syrie, alors que le pays entre dans sa neuvième année de conflit et que les risques d'une nouvelle escalade sont toujours très présents. C'est pourquoi nous devons rester pleinement mobilisés autour de trois priorités essentielles : le maintien du cessez-le-feu à Edleb et la protection des civils, la garantie des accès humanitaires, et une solution politique durable en Syrie.

La première priorité est donc la préservation à long-terme du cessez-le-feu à Edleb. L'accord russo-turc sur Edleb a permis d'éviter une offensive qui aurait eu des conséquences humanitaires, migratoires et sécuritaires désastreuses dans toute la région, et aurait éloigné encore un peu plus la perspective d'une solution politique. Nous avons soutenu le cessez-le-feu qu'il a permis d'instaurer et qui est un acquis essentiel pour la stabilité de la région. Mais la situation à Edleb reste très tendue, alors que les groupes terroristes cherchent plus que jamais à dominer la zone. Le scénario du pire ne peut être écarté. C'est pourquoi nous devons tout faire pour préserver le cessez-le-feu sur le long-terme, conformément aux engagements pris lors du Sommet quadripartite d'Istanbul. Cela doit être une priorité absolue pour tous. C'est la seule manière, en effet, de protéger les 3 millions de civils qui vivent à Edleb, y compris les personnels humanitaires et médicaux. Chacun sait que, depuis le début du conflit, des

centaines de personnels humanitaires ont perdu la vie ou été blessés. Il faut donc marteler que toutes les parties doivent respecter leurs obligations conformément au droit international humanitaire.

La deuxième priorité est la garantie des accès humanitaires sur l'ensemble du territoire syrien. Le régime syrien poursuit inlassablement sa stratégie d'instrumentalisation politique de l'aide. Il le fait en imposant des obstacles incessants à la délivrance de l'aide. Le régime soumet la moindre des activités et le moindre des déplacements des organisations humanitaires à des autorisations délivrées au compte-gouttes.

Je rappelle aussi que ce régime n'a pas hésité à criminaliser des organisations humanitaires pour des motifs politiques. Il est en particulier difficilement compréhensible que le régime ait pu, pendant plus de deux mois, retarder l'acheminement du convoi à destination du camp de Roukban, où plus de 40 000 personnes vivent dans des conditions inhumaines. Il est impératif qu'un nouveau convoi puisse être déployé immédiatement. Nous en appelons une nouvelle fois aux acteurs ayant de l'influence sur le régime pour qu'ils garantissent un accès humanitaire sûr, complet, sans entraves et durable sur l'ensemble du territoire syrien, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et au droit international humanitaire. Cet impératif de l'accès humanitaire doit être respecté à toutes les étapes, de l'évaluation indépendante des besoins à la mise en œuvre et au suivi des projets humanitaires, afin de s'assurer que l'aide parvient bien aux populations les plus vulnérables.

Dans les zones en dehors du contrôle du régime, il est primordial que l'ensemble de la communauté internationale poursuive ses efforts à destination des populations dont la situation est de plus en plus incertaine. Je pense notamment au nord-est et au nord-ouest. S'agissant en particulier du nord-est, notre mobilisation pour répondre aux besoins des populations doit rester entière car celle-ci relève d'un impératif humanitaire mais participe également à empêcher la résurgence de Daech dans la région. Dans le nord-ouest, la plus grande vigilance de l'ensemble des acteurs est indispensable alors que les groupes terroristes listés par le Conseil de sécurité – je pense ici à Hay'at Tahrir el-Cham – ont consolidé leur emprise civile et militaire.

Enfin, et ce sera mon dernier point, je veux redire qu'il n'y aura pas de solution humanitaire durable sans processus politique crédible. La Syrie est aujourd'hui à la croisée des chemins. Alors que les risques restent

immenses à Edleb et ailleurs, notre conviction est qu'il existe aujourd'hui, pour la première fois peut-être depuis huit ans, une étroite fenêtre d'opportunité pour trouver le chemin d'un règlement du conflit syrien. Mais cette fenêtre d'opportunité risque de se refermer rapidement. Il est donc plus important et urgent que jamais que chacun prenne aujourd'hui ses responsabilités pour mettre en place un processus politique crédible sous la supervision de l'ONU et dans le cadre de la résolution 2254 (2015). C'est la mission du nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général, Geir Pedersen, à qui nous renouvelons notre plein et entier soutien.

Je tiens de nouveau à rappeler la distinction entre l'aide humanitaire et la reconstruction. L'aide humanitaire est un impératif immédiat, soumis à des principes de stricte neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Elle est à distinguer de la reconstruction, qui ne sera envisageable que lorsqu'une transition politique irréversible, crédible et inclusive sera engagée. De même, n'oublions pas que ce n'est pas l'absence de reconstruction qui empêche le retour volontaire, sûr et digne des réfugiés; c'est bien l'absence de garanties pour leur sécurité, en particulier contre les arrestations arbitraires, la conscription forcée, mais aussi les expropriations de force et la dépossession des titres d'identité. La poursuite de ces pratiques par le régime syrien dans les zones dont il a récemment repris le contrôle est totalement inacceptable et doit être dénoncée comme telle. Dès lors, il n'est pas surprenant que très peu de réfugiés fassent le choix de revenir en Syrie, comme le montrent les chiffres du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Dans ce contexte où le champ des possibles est particulièrement large, j'appelle chacun des membres du Conseil de sécurité au sursaut et au rassemblement pour briser l'engrenage de la tragédie syrienne et créer une dynamique positive en vue d'un règlement politique inclusif en Syrie. Seules des avancées crédibles dans le processus politique permettront de parvenir à une amélioration durable de la situation humanitaire, et, à terme, rendront possible le retour volontaire, sûr et digne des réfugiés. L'engagement de la France en ce sens, comme le sait le Conseil, est total.

M. Meza-Cuadra (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous sommes reconnaissants de l'organisation de la présente séance, et nous remercions M. Mark Lowcock de son exposé très détaillé sur la situation humanitaire en Syrie, qui est aggravée par les conditions climatiques sévères.

Le Pérou suit avec une profonde préoccupation l'évolution de la situation en Syrie et ses répercussions sur la population civile. Le changement de l'équilibre des forces observé au cours des derniers mois n'a pas encore abouti à une cessation durable des hostilités, et l'aide humanitaire nécessaire n'est encore fournie que de manière restreinte, sachant que 11,7 millions de Syriens en ont besoin. Nous notons avec inquiétude que la prise de contrôle par Hay'at Tahrir el-Cham de certaines zones dans le nord-est de la Syrie au cours des dernières semaines pourrait provoquer une nouvelle escalade de la violence et aggraver la souffrance de la population civile, car ce groupe n'a clairement aucun égard pour le droit international et le droit international humanitaire.

Dans ce contexte délicat, nous estimons qu'il est indispensable d'empêcher qu'Edleb devienne le théâtre d'une nouvelle tragédie humanitaire et un facteur majeur d'instabilité. Le Pérou réaffirme sa ferme condamnation du terrorisme et la nécessité que les auteurs de tels actes soient traduits en justice. Il souligne cependant que la lutte contre ce fléau ne saurait servir de justification pour mettre en danger la vie de plus de 3 millions de personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants.

Nous appelons également l'attention du Conseil sur la situation dramatique de 42 000 personnes déplacées à Roukban, où les vivres, l'eau potable et les fournitures médicales se font rares. Huit enfants sont morts à Roukban rien que durant le mois écoulé. Face à la gravité de ces circonstances, nous exhortons les autorités syriennes à accorder rapidement les autorisations nécessaires à l'ONU afin que celle-ci puisse acheminer une aide humanitaire régulière à Roukban. Nous soulignons également le rôle fondamental qui incombe aux acteurs étatiques présents dans la zone en ce qui concerne l'appui à ces efforts.

D'un autre côté, nous tenons à souligner le professionnalisme et le sens du devoir du personnel humanitaire de l'ONU et des organismes humanitaires tels que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, entre autres organismes déployés en Syrie. Nous estimons que la communauté internationale, en particulier les pays qui ont des ressources importantes et ceux qui sont attachés à la paix et à la stabilité, doit appuyer cette action. Cela suppose, dans l'immédiat, de garantir un financement stable et prévisible du plan d'aide humanitaire pour la Syrie pour 2019.

Enfin, face à la situation incertaine de la population syrienne, nous estimons qu'il est urgent d'avancer vers un

règlement politique basé sur la résolution 2254 (2015) et le Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). Toutes les parties syriennes, en particulier le Gouvernement, doivent s'employer constructivement à atteindre cet objectif, en collaboration avec le nouvel Envoyé spécial Geir Pedersen, à qui nous réitérons notre plein appui.

M. Ma Zhaoxu (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, de son exposé. La Chine attache une grande importance à la situation humanitaire en Syrie. Nous félicitons l'ONU et tous les autres acteurs des efforts qu'ils déploient pour améliorer la situation humanitaire en Syrie.

Aujourd'hui, sur près de 20 millions de personnes qui résident en Syrie, jusqu'à 12 millions ont toujours besoin d'une aide humanitaire. Le nord-ouest et le nord-est du pays restent fragiles. Les conditions dans le camp de réfugiés de Roukban sont préoccupantes. La situation humanitaire, qui est particulièrement grave en cette saison hivernale, risque de continuer à se détériorer. Alors qu'un grand nombre de personnes déplacées sont retournées en Syrie pour réparer et reconstruire leurs maisons, l'approvisionnement en eau, le réseau électrique et d'autres infrastructures, ainsi que le déminage et la neutralisation d'autres restes explosifs de guerre, sont devenus des priorités urgentes.

Dans le même temps, la situation générale en Syrie, en particulier la situation en matière de sécurité, continuant de se stabiliser, les conditions sont plus favorables à l'amélioration de la situation humanitaire sur le terrain. Les organismes des Nations Unies et d'autres acteurs auront besoin de garanties de sécurité pour continuer d'évaluer la situation humanitaire sur le terrain, acheminer des fournitures humanitaires et mener d'autres activités.

Les parties syriennes doivent se préoccuper de l'avenir du pays et du bien-être de leur peuple, continuer de respecter les résolutions du Conseil, appliquer les accords existants, veiller à ce que les conditions de sécurité continuent de s'améliorer et créer les conditions d'amélioration accrue de la situation humanitaire. La communauté internationale doit continuer d'augmenter son aide financière et matérielle au peuple syrien. Compte tenu de la baisse d'intensité des besoins humanitaires, les opérations d'aide humanitaire doivent être dynamiquement adaptées et améliorées.

Il est impératif de respecter les principes directeurs de l'ONU en matière de secours humanitaires et d'appliquer les dispositions du droit international.

Il importe également de veiller à ce que les personnes qui ont besoin d'aide humanitaire dans toute la Syrie y aient accès promptement. Les opérations humanitaires doivent être placées sous la supervision de l'ONU tout au long du processus, en améliorant la transparence et en s'attachant à renforcer la coordination avec le Gouvernement syrien. L'appui aux réfugiés syriens et à leurs pays d'accueil doit être renforcé afin de faciliter le retour des réfugiés et la reconstruction des infrastructures.

La position constante de la Chine est que les négociations politiques sont le seul moyen de régler la question syrienne. L'apaisement de la situation humanitaire sur le terrain, qui est fondamental, exige de continuer à avancer vers la mise en place d'un processus politique sérieux. La communauté internationale doit saisir l'occasion qui se présente, appuyer fermement le rôle de l'ONU en tant que médiatrice principale, appuyer l'action du nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général, respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, pousser les parties syriennes à défendre le principe d'appropriation et de direction syriennes, respecter la résolution 2254 (2015) et œuvrer à un règlement négocié, qui jouisse du consensus de toutes les parties. Les membres du Conseil doivent mener des consultations approfondies et créer les conditions propices à un règlement politique de la question syrienne.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance d'information consacrée à la situation humanitaire en République arabe syrienne et félicite M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, pour la qualité de son exposé.

La Côte d'Ivoire est particulièrement préoccupée par la résurgence des combats dans le nord-ouest de la Syrie, qui semblait progressivement recouvrer la paix à la suite de la signature par la Fédération de Russie et la Turquie, le 17 septembre 2018, de l'Accord instituant la zone démilitarisée. Cette situation, consécutive aux allégations d'utilisation d'armes chimiques par des groupes armés à Alep, et au contrôle total de la province d'Idlib par le groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham, constitue une sérieuse entrave au processus de paix en cours. Elle fait également planer des menaces réelles sur les conditions de vie de millions de civils vivant dans cette zone déjà confrontée à une crise humanitaire, avec plus de 2 millions de personnes privées de nourriture, d'eau et de soins de santé.

Outre la province d'Edleb, d'autres parties du territoire ont grand besoin d'une assistance humanitaire. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance, au moins huit enfants ont trouvé la mort à Roukban, un camp de déplacés dans le sud de la Syrie, tandis que sept autres ont péri au moment où leurs familles fuyaient un bastion jihadiste dans l'est du pays. Dans ce contexte, mon pays condamne les attaques et les menaces continues contre les civils, ainsi que les restrictions imposées à leur liberté de circulation sur toute l'étendue du territoire syrien.

La Côte d'Ivoire rappelle la nécessité de garantir un accès humanitaire sûr, rapide, sans entrave et durable en vue d'apporter l'aide nécessaire aux populations en détresse en Syrie. À cet égard, elle salue le renouvellement par le Conseil de sécurité, le 13 décembre 2018, pour une période d'un an, du Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne.

Ma délégation apprécie également les efforts de l'Union européenne ayant conduit à l'adoption d'un budget doté de 1,6 milliard d'euros consacrés à l'aide humanitaire en 2019, dont une partie servira à faire face à la crise en Syrie et à aider également les réfugiés syriens dans les pays voisins. À cet égard, la Côte d'Ivoire rappelle à toutes les parties au conflit leurs obligations de respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire, y compris la protection des civils.

La Côte d'Ivoire est d'avis que l'aide humanitaire en Syrie, qui est d'une importance capitale pour les populations en détresse, serait mieux acheminée si une solution politique durable était apportée à la crise dans ce pays. Aussi appelle-t-elle toutes les parties au conflit à la cessation des hostilités, et à s'inscrire résolument dans la mise en œuvre des dispositions de l'accord instituant la zone démilitarisée dans la province d'Edleb.

Convaincu que le conflit syrien ne saurait être résolu par la voie militaire, mon pays exhorte les belligérants à privilégier la voie des négociations, sous l'égide des Nations Unies, en s'appuyant sur les processus d'Astana et de Sotchi.

Pour terminer, ma délégation appelle également les parties au conflit à s'accorder sur la mise en place effective de la commission constitutionnelle chargée de rédiger une nouvelle constitution.

M. Matjila (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer aux autres orateurs pour remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires

humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Mark Lowcock, de son exposé détaillé et précieux sur la situation humanitaire en Syrie, et, à travers lui, remercier l'ensemble du personnel des Nations Unies du travail formidable qu'il accomplit pour aider les Syriens qui en ont le plus besoin. Nous remercions également les pays voisins de la Syrie d'avoir apporté leur aide, ainsi que les corédacteurs de cette question des efforts qu'ils ont déployés. Je pense qu'il est très positif que les 10 membres élus aient accepté de se partager le travail de rédaction sur cette question. J'espère que les cinq membres permanents en tireront comme leçon qu'ils peuvent associer les 10 membres élus au travail de rédaction concernant d'autres questions, telles que le maintien de la paix et les sanctions.

Le conflit en Syrie fait rage sans interruption depuis plus de huit années, au cours desquelles plus de 500 000 Syriens sont morts, soit environ 3 % de la population, en huit ans seulement. En outre, 6,2 millions de personnes, soit 34 % de la population, ont été déplacées, et 11,7 millions de Syriens, soit 61 % de la population, ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Si l'on ajoute à cela la destruction des infrastructures physiques et scolaires, comme les écoles, les hôpitaux et les usines, les millions de personnes handicapées du fait de la guerre et les millions de personnes parties se réfugier à l'étranger, nous sommes en droit de nous demander si cela en valait la peine. Cela en valait-il la peine? Si nous pensons à la destruction subie par une seule région – l'Iraq, le Yémen et la Libye –, nous sommes en droit de nous demander si le Conseil de sécurité ne peut pas trouver un meilleur moyen de régler ces conflits. Après tout, ils doivent tous prendre fin au moyen de négociations politiques, avec des personnes assises autour d'une table. Alors, pourquoi imposer à une région aussi vaste une destruction d'une ampleur telle que celle que nous avons connue pendant la Seconde Guerre mondiale en Europe et en Asie? Nous espérons ne plus jamais voir aucune région subir une destruction d'une telle ampleur. Nous espérons qu'il s'agit de la dernière leçon que le Conseil de sécurité aura à tirer. Nous n'avons pas besoin que d'autres régions soient détruites. J'espère que cela n'arrivera pas en Afrique, ni ailleurs. Je pense que le Moyen-Orient nous enseigne une bonne leçon, à savoir que nous devons trouver de meilleurs moyens de régler les conflits.

Étant donné qu'il s'agit de la première intervention de ma délégation sur cette question, je tiens à féliciter l'ONU et ses institutions pour tout ce qu'elles ont fait pour venir en aide au peuple syrien,

en particulier en ce qui concerne la coordination des livraisons transfrontalières de biens essentiels, tels que l'aide médicale et alimentaire. Ma délégation voudrait rappeler la déclaration faite par le Secrétaire général dans son rapport de décembre 2018 (S/2018/1104), à savoir que sans livraisons transfrontalières, l'ONU ne serait pas en mesure d'atteindre les personnes dans le besoin qui ne sont pas accessibles par d'autres moyens. À cet égard, nous appelons le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), sous la direction de M. Lowcock, à poursuivre son excellent travail de coordination du programme d'aide humanitaire en Syrie, et en particulier à aider les femmes, les personnes fragiles et les enfants.

Nous demandons également que l'OCHA continue de collaborer avec le Gouvernement syrien à de multiples niveaux afin de faciliter l'envoi rapide de lettres d'autorisation et d'agrément, avec toutes les garanties nécessaires pour que les convois puissent atteindre les zones qui ont le plus besoin d'une aide humanitaire, sans aucune entrave, comme indiqué dans la résolution 2449 (2018) adoptée par le Conseil en décembre. Dans ce contexte, nous remercions la Russie et la Turquie de leur coopération, ainsi que les partenaires de la coalition d'avoir garanti la protection dont M. Lowcock a parlé au début de son exposé aujourd'hui. Par ailleurs, nous nous félicitons des contributions financières apportées au plan de réponse humanitaire actuel.

L'Afrique du Sud estime que la situation politique dans le pays influe fortement sur la crise humanitaire en Syrie et que cette situation humanitaire catastrophique ne peut s'améliorer en l'absence de progrès sur le volet politique. Dans ce contexte, je voudrais réaffirmer notre appui à la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015) et de la feuille de route pour l'avenir politique de la Syrie. Nous nous félicitons de la nomination de M. Geir Pedersen en tant que nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général. Nous constatons avec satisfaction qu'il s'est déjà attelé sérieusement à son travail en prenant contact avec tous les acteurs concernés. Nous attendons avec intérêt son exposé sur le processus politique en février.

L'Afrique du Sud exhorte toutes les parties, ainsi que le Conseil de sécurité, à œuvrer à la mise en place et à la convocation rapides d'une commission constitutionnelle inclusive et équilibrée. Cela constituerait un progrès dans le dialogue politique et un pas dans la bonne direction vers un règlement politique négocié et durable de la situation en Syrie. Nous tenons

à souligner qu'à notre avis, la seule solution durable à la situation en Syrie est une solution politique négociée au moyen d'un dialogue inclusif dirigé par les Syriens, en vue de lancer une transition reflétant la volonté du peuple syrien et garantissant la protection de tous les Syriens.

Enfin, l'Afrique du Sud rejette à tous égards tout appel à un changement de régime et toute ingérence militaire extérieure ou toute action qui va à l'encontre de la Charte des Nations Unies. L'Afrique du Sud soutient toujours que la démocratie est un droit inaliénable du peuple syrien et reste donc convaincue que, dans une société aussi complexe et diverse comme celle de la Syrie, il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit. Les négociations politiques sont le seul moyen de régler ce conflit.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, de son exposé détaillé. Nous saluons ses efforts et nous l'assurons de notre plein appui.

Le conflit en Syrie a entraîné des souffrances indicibles pour la population civile. Aujourd'hui, nous voudrions également attirer l'attention sur l'hiver rigoureux, qui fait que des millions de personnes ont besoin d'une assistance de base. Nous sommes vivement préoccupés par les conséquences négatives que le conflit armé a eu ces derniers temps sur les civils dans de nombreuses régions de la Syrie, notamment dans le nord-ouest et le nord-est du pays. Toute opération militaire, y compris celles qui visent à lutter contre les terroristes, doit être menée dans le strict respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme pour éviter de mettre en danger des milliers de civils. La protection des civils n'est pas un choix; c'est une obligation juridique qui incombe à toutes les parties au conflit. Ceux qui refusent de garantir cette protection doivent rendre des comptes.

Dans le gouvernorat d'Idlib et dans les zones environnantes, où le sort de quelque 3 millions de personnes dépend toujours de la retenue des parties, les bombardements et les combats qui ont eu lieu récemment dans la zone démilitarisée et les environs continuent de faire des morts et des blessés parmi les civils, de détruire l'infrastructure civile et de provoquer le déplacement des populations civiles. Nous sommes également préoccupés par le risque d'une escalade militaire et par conséquent, d'une autre catastrophe humanitaire à grande échelle. Toute une série de menaces en matière de protection continuent de peser sur les civils à Idlib et dans les

environs, tandis que d'énormes besoins humanitaires persistent. Dans ce contexte, nous estimons que l'accord entre la Russie et la Turquie sur la zone de désescalade d'Edleb est un pas dans la bonne direction pour prévenir une catastrophe humanitaire. Dans le même temps, nous tenons à souligner – malheureusement, une fois de plus – que toutes les parties au conflit doivent veiller à la pleine application de cet accord.

Nous appelons de nouveau toutes les parties au conflit à respecter le cessez-le-feu afin de garantir à tous les acteurs humanitaires un accès humanitaire sûr et sans entrave à l'ensemble du territoire syrien. En dépit des changements intervenus en matière de contrôle des territoires en Syrie, les autorisations pour l'acheminement de l'aide humanitaire demeurent essentielles, en particulier dans le nord du pays. Il faut tout d'abord garantir l'accès aux zones prioritaires – telles que la zone de Roukban, ainsi qu'aux zones dont le contrôle est passé récemment à une partie adverse –, notamment en ce qui concerne les livraisons transfrontalières de l'aide humanitaire. Le premier convoi à destination de Roukban en novembre dernier était un pas dans la bonne direction. Il faut néanmoins souligner que ce convoi avait plutôt un sens symbolique, si l'on prend en considération l'ensemble des besoins. Par conséquent, nous attendons avec intérêt l'approbation rapide d'une lettre de facilitation par les autorités syriennes en vue de l'envoi du deuxième convoi, qui est indispensable.

Tout en soulignant l'obligation qui incombe à toutes les parties au conflit de protéger les civils et les infrastructures civiles, nous insistons pour que des mesures concrètes soient prises pour alléger les souffrances des civils.

Pour terminer, je voudrais souligner qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien. Un accord politique reste la seule voie vers la paix, ce qui exige une véritable transition politique, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe). Dans ce contexte, je voudrais exprimer mon plein appui au nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Geir Pedersen. Il importe au plus haut point que des progrès tangibles soient accomplis pour sortir le processus politique de l'impasse dans laquelle il se trouve.

M. Allen (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à la Belgique et à l'Allemagne qui viennent d'assumer le rôle, aux côtés du Koweït, de corédacteurs de textes ayant trait aux questions humanitaires et remercier

le Koweït et la Suède pour leur action remarquable, notamment le renouvellement, en décembre, de la résolution 2449 (2015) relative à l'aide transfrontalière en faveur de la Syrie, pour une année supplémentaire. Je voudrais également exprimer le plein appui du Royaume-Uni à l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Pedersen, et notre conviction inchangée que seule une solution politique, fondée sur la résolution 2254 (2015), peut permettre d'instaurer une paix pérenne.

Aujourd'hui, mes observations porteront essentiellement sur les questions humanitaires. Qu'il me soit permis de m'inspirer des quatre points énoncés par le Secrétaire général adjoint, M. Mark Lowcock.

Premièrement, le Royaume-Uni est préoccupé par le renforcement de la présence de Hay'at Tahrir el-Cham dans le nord-ouest de la Syrie et par les conséquences que toute intensification de la violence aurait sur les efforts humanitaires en cours. Nous sommes vivement préoccupés par le sort des 3 millions de personnes vulnérables qui se trouvent dans cette région – dont plus de 2 millions dépendent entièrement de l'aide transfrontalière pour leur survie. Cinquante pour cent des habitants de cette région ont fait l'objet de déplacements, parfois à plusieurs reprises, ce qui a épuisé leurs ressources limitées et mis à rude épreuve les communautés hôtes. Nous ne devons pas perdre de vue les risques. Le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, a évoqué les conséquences humanitaires catastrophiques qu'aurait toute intervention militaire. Il est crucial que le cessez-le-feu négocié par la Russie et la Turquie soit maintenu.

La situation des quelque 42 000 personnes qui se trouvent à Roukban demeure très préoccupante. Huit enfants sont morts à Roukban le mois dernier. Un accès humanitaire durable est essentiel. Nous nous réjouissons d'apprendre que des approbations verbales et des garanties de sécurité ont été données. Il s'agit maintenant d'y donner suite, sur le terrain et concrètement. Le deuxième convoi est essentiel, mais il ne résoudra pas à lui seul le problème. Nous devons tout mettre en œuvre pour garantir un accès efficace à l'ONU et à ses partenaires humanitaires. Cela signifie que l'ONU doit avoir l'accès nécessaire pour procéder à une évaluation indépendante des besoins, pour acheminer l'aide humanitaire et pour faire le suivi de l'impact de cette aide. Nous exhortons les autorités syriennes et ceux qui ont de l'influence sur elles à faire en sorte que cela soit possible. En 2018, l'ONU a demandé aux autorités syriennes l'autorisation de mener 1 382 missions. Plus

de la moitié n'ont jamais été approuvés. Nous devrions tous convenir que cela est inacceptable.

Je voudrais dire que je suis d'accord avec l'Ambassadeur de Russie lorsqu'il dit qu'il est inacceptable de politiser l'aide humanitaire. À cet égard, le Royaume-Uni est profondément préoccupé par les conditions dans les zones qui étaient autrefois tenues par l'opposition et se trouvent maintenant sous le contrôle du régime. Il est faux de prétendre que la vie y est revenue à la normale. Les personnes qui s'y trouvent risquent la détention arbitraire, la conscription et la discrimination en raison de leur attitude supposée à l'égard du régime d'Assad. Ce n'est manifestement pas un environnement propice à un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés, conditions fixées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Jusqu'à un tiers des personnes vivant dans des zones qui ont changé de mains au cours de l'année écoulée se trouvent dans des zones dites difficiles d'accès. Elles sont difficiles d'accès uniquement parce que les autorités syriennes n'autorisent pas l'ONU à y maintenir une présence humanitaire et, par conséquent, les besoins humanitaires sont particulièrement importants. Encore une fois, c'est inacceptable. Le régime syrien ne doit pas politiser l'aide humanitaire.

Pour sa part, le Royaume-Uni continuera de financer l'aide humanitaire en fonction des besoins et non selon d'autres critères. Les fonds du Royaume-Uni ont été distribués par l'ONU et ses partenaires humanitaires dans toute la Syrie, comme indiqué dans les divers documents et rapports du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres organismes. La crise syrienne a été l'objet de la plus grande intervention humanitaire jamais entreprise par le Royaume-Uni. Nous avons mobilisé 3,5 milliards de dollars d'aide depuis 2012 et nous sommes engagés à apporter une nouvelle contribution de plus de 450 millions de dollars lors de la dernière conférence des donateurs à Bruxelles.

Je voudrais terminer en disant que j'abonde tout à fait dans le sens ce qu'a dit l'Ambassadeur de France à propos de la reconstruction.

M. Esono Mbengono (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Ma délégation se félicite de la tenue de la présente séance et remercie M. Mark Lowcock et toute son équipe du travail accompli. Nous l'assurons une fois de plus qu'il peut compter sur l'appui constant du Gouvernement de la Guinée équatoriale aux activités menées par les organisations humanitaires en Syrie,

notamment les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales internationales.

S'il est vrai que le conflit actif en Syrie s'est quelque peu apaisé, les affrontements en cours dans le nord et le sud-est du pays continuent de faire de nombreuses victimes, de détruire les infrastructures civiles et de provoquer des déplacements massifs. Il ne fait aucun doute que les attaques d'artillerie aveugles contre les civils et les cibles civiles, quels que soient les responsables, entraînent une augmentation des besoins humanitaires et confirment qu'il est nécessaire d'assurer la protection des civils. Par ailleurs, l'accès humanitaire aux zones touchées par les combats reste très limité, et le Gouvernement équato-guinéen demeure très préoccupé par la situation des civils qui restent pris au piège dans les zones tenues par l'État islamique. Comme M. Lowcock a eu l'occasion de le souligner, le sort de millions de Syriens dépend de la retenue exercée par les parties. Il est donc nécessaire de redoubler d'efforts pour protéger la population civile.

Des préoccupations demeurent également quant à la protection des personnes qui se trouvent dans les camps de personnes déplacées. On l'a dit au cours de cette séance, le camp de Roukban abrite environ 42 000 personnes déplacées, qui sont *de facto* les otages des factions terroristes opérant dans la région et sont maintenant confrontées à des températures très basses et à un manque de soins. Ainsi que l'a indiqué le Secrétaire général adjoint Lowcock, le froid et ces conditions de vie difficiles ont provoqué en un mois seulement la mort de huit enfants, dont la plupart avaient moins de quatre mois. D'autres enfants pourraient subir le même sort dans les semaines à venir s'ils ne reçoivent pas les soins médicaux, la protection et l'abri dont ils ont besoin.

Face à cette situation catastrophique, la Guinée équatoriale se félicite du processus en cours pour envoyer un deuxième convoi humanitaire à Roukban, comme l'ont recommandé les équipes des Nations Unies dans le dernier rapport du Secrétaire général (S/2018/1104). Nous exhortons toutes les parties au conflit à garantir d'urgence l'acheminement du convoi humanitaire à Roukban, avec les hôpitaux mobiles prévus, conformément à la résolution 2449 (2018).

L'annonce du retrait progressif des troupes étasuniennes de Syrie ne doit pas ouvrir la porte à de nouveaux affrontements. En effet, une offensive turque contre la milice kurde des Unités de protection du peuple pourrait exacerber plus encore la situation sur le théâtre de guerre. Il convient de rappeler que la priorité dans le

nord et le sud-est de la Syrie est de neutraliser toutes les factions terroristes de l'État islamique.

Les sommes colossales déboursées à ce jour pour la reconstruction du pays – environ 109 millions de dollars – mais aussi les chiffres effarants du conflit, à savoir plus de 300 000 morts depuis le début de la guerre, plus de 6 millions de personnes déplacées dans le pays, plus de 5 millions de personnes déplacées dans le monde et plus de 6 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire grave, entre autres statistiques, démontrent l'horreur de la guerre et la nécessité de mettre un terme à ce conflit qui n'en finit pas.

Pour terminer, alors que la huitième année de ce conflit touche à sa fin, comme cela a été souligné, la seule façon de sortir de la situation en Syrie est de trouver une solution pacifique et diplomatique. Ce conflit insupportable doit cesser dans l'intérêt du peuple syrien et pour l'avenir de la région.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la République dominicaine.

Je remercie M. Mark Lowcock de son rapport et du travail réalisé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour répondre aux besoins des plus de 11 millions de personnes touchées par le conflit en Syrie. Comme c'est la première fois que je prends la parole sur ce sujet, je tiens à saluer l'action de M. Lowcock, de son équipe et de tant d'autres sur le terrain.

La situation humanitaire en Syrie reste préoccupante. La crise des personnes déplacées perdure et des difficultés majeures subsistent en ce qui concerne l'accès aux populations touchées. Le nombre de personnes ayant cruellement besoin d'aide en Syrie continue d'atteindre des niveaux alarmants, et les femmes et les enfants restent touchés de manière disproportionnée. Je crois que cette situation nous a été très clairement présentée dans l'exposé de M. Lowcock et dans les rapports qui nous parviennent des divers acteurs humanitaires sur le terrain qui travaillent dans des circonstances vraiment difficiles et complexes, tant pour eux-mêmes que pour les personnes touchées.

Nous avons écouté avec attention les avertissements qui n'ont cessé d'être lancés concernant les difficultés que rencontrent les acteurs humanitaires pour apporter une réponse humanitaire durable, fondée sur les besoins, dans le strict respect des principes humanitaires et dans des conditions d'insécurité souvent très élevée. Je salue

les efforts déployés pour aider les millions de personnes déplacées et les milliers de personnes qui continuent de rechercher de meilleures conditions de vie pour leur famille. Nous partageons également les préoccupations déjà exprimées à la présente séance en ce qui concerne la protection des civils, notamment dans les régions qui ont récemment été le théâtre d'affrontements, ainsi que la nécessité d'assurer une assistance humanitaire durable dans les zones difficiles à atteindre et l'accès humanitaire en général.

Dans ce contexte, je concentrerai mes commentaires sur les trois points que je viens d'évoquer.

Premièrement, nous notons avec une vive préoccupation les difficultés en matière de protection que suscitent les déplacements de civils du fait des hostilités dans plusieurs régions du pays. Il est estimé, en effet, qu'environ 25 000 personnes ont dû fuir dans des conditions terribles, une situation qui est aggravée par les effets d'un hiver rigoureux et les pluies qui sont tombées dans la région ces dernières semaines. Selon les rapports, ces conditions ont coûté la vie à sept enfants. C'est pourquoi nous demandons instamment aux parties au conflit de prendre les mesures nécessaires pour sauver et protéger la vie des populations civiles, en particulier des femmes et des enfants, conformément au droit international humanitaire, aux droits de l'homme et au droit international des réfugiés. Les parties au conflit doivent également permettre la libre circulation de ces personnes, après avoir mené à bien les procédures d'enquête nécessaires à leur réinstallation. En outre, nous pensons que la dignité de ces personnes doit être respectée, ainsi que leur droit de décider de leur destination, après qu'elles ont été obligées de quitter leur foyer et d'abandonner leurs biens. Par ailleurs, il nous semble qu'en 2019, l'action humanitaire dans la plus grande partie du pays devra soutenir les membres des communautés qui, petit à petit, essaient de reconstruire leur vie, ainsi qu'œuvrer à l'instauration d'un environnement propice au développement, avec un accès aux services de base pour les groupes vulnérables de la population.

Deuxièmement, s'agissant de la situation dans le campement de Roukban, nous voyons sous un jour positif les dispositions mises en œuvre pour l'acheminement de l'aide indispensable aux milliers de personnes qui s'y trouvent. La situation déplorable observée en novembre dernier a été exacerbée par la rigueur accrue de l'hiver et par le manque d'installations et de personnel de santé pour soigner les malades, principalement des

enfants. L'aide doit être acheminée d'urgence, et nous exhortons donc les autorités compétentes à accorder toute l'attention possible à cette question, afin de pouvoir soulager les souffrances de ces personnes en leur fournissant des soins médicaux, la sécurité alimentaire, des médicaments, de l'eau potable et les fournitures indispensables pour passer l'hiver. L'accès à cette zone très reculée doit être assuré durablement et se fonder sur l'évaluation des besoins, afin que l'aide puisse effectivement parvenir là où elle est nécessaire.

Troisièmement, dans un contexte nouveau, où 54 % des personnes ayant des besoins aigus se trouvent dans des zones contrôlées par le Gouvernement syrien, nous pensons qu'il est essentiel d'œuvrer résolument à l'augmentation des capacités nationales pour satisfaire ces besoins. Nous jugeons important de faire participer les communautés touchées à ce processus, en faisant d'elles les agents de leur propre relèvement et en leur assurant les conditions nécessaires pour construire un nouvel avenir. À cet égard, je ne saurais omettre de mentionner le rôle essentiel que les femmes syriennes joueront dans ce processus de relèvement. Selon nous, une étape importante est de pouvoir évaluer les besoins existants. Ainsi, nous ouvrirons la voie au plein relèvement de ces communautés et au renforcement de leur résilience.

Pour terminer, qu'il me soit permis de souligner que la situation de crise que vit le peuple syrien ne pourra prendre fin que lorsque seront réunies les conditions d'une solution politique dans le pays, en vertu des principes de l'inclusion, du dialogue constructif propice à des règlements, et de la participation de toutes les composantes de la société syrienne – autrement dit, une solution pour les Syriens et par les Syriens.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à souhaiter la bienvenue à M. Lowcock et à le remercier de son exposé au Conseil de sécurité.

Depuis le début de la guerre terroriste imposée à mon pays, la Syrie, le Gouvernement syrien n'a épargné aucun effort pour satisfaire tous les besoins humanitaires des Syriens touchés par cette guerre terroriste sans précédent. Mon pays s'est toujours efforcé de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et ses organismes

humanitaires conformément aux principes directeurs énoncés dans la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, notamment le respect de la souveraineté de l'État. Le Gouvernement syrien a donc pris un certain nombre de mesures pour permettre à l'ONU de travailler efficacement et en toute sécurité en Syrie pendant les années de crise et d'accroître progressivement son action humanitaire. J'insiste sur les termes « efficacement » et « en toute sécurité » parce que, au cours des huit années écoulées dans ce que d'aucuns appellent la crise syrienne, aucun agent humanitaire de l'Organisation n'a été menacé en Syrie. Cela a eu un coût, car de nombreux officiers et soldats de nos forces armées ont dû sacrifier leur vie afin de sauver des travailleurs humanitaires de l'Organisation des Nations Unies.

Je souligne encore une fois que le Gouvernement syrien est prêt à coopérer avec l'ONU et les États Membres qui œuvrent de bonne foi pour améliorer la situation humanitaire, appuyer la réalisation des objectifs de développement durable en Syrie et instaurer l'environnement nécessaire pour le retour des réfugiés et déplacés syriens dans la sécurité et la dignité. Nous ne devons pas oublier que le développement durable doit être réalisé en Syrie parallèlement à la fourniture de l'aide humanitaire. Ces deux volets ne doivent pas être dissociés. Il apparaît clairement que certains ont de bonnes intentions à l'égard de mon pays, tandis que d'autres ont de mauvaises intentions à son encontre.

Le Conseil de sécurité a adopté huit résolutions sur la situation humanitaire en Syrie. Il a tenu des centaines de séances et a examiné près de 60 rapports à ce sujet. Toutefois, toutes ces résolutions et séances et tous ces rapports ne soulageront pas les souffrances du peuple syrien tant qu'ils ne s'attaqueront pas aux causes profondes de ces souffrances. À cet égard, je voudrais faire les observations suivantes, qui pourraient aider les membres du Conseil à comprendre les causes profondes des souffrances des Syriens, auxquelles ils ont fait allusion dans leurs déclarations.

Premièrement, nous sommes fermement convaincus que nous aurions pu faire davantage de progrès ensemble si certains partenaires au sein de l'Organisation des Nations Unies s'étaient attachés dès le début à respecter les principes de l'action humanitaire, notamment l'impartialité, la non-politisation et la coopération et la coordination totales avec le Gouvernement syrien, en tant que principale partie responsable de la satisfaction des besoins des Syriens. Même les membres du Conseil de sécurité chargés

de co-rédiger les textes sur la question humanitaire syrienne n'ont fait aucun effort de concertation ou de coordination avec le Gouvernement syrien. À cet égard, nous exprimons notre satisfaction au sujet des réunions positives et du dialogue franc que nous avons eus avec M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, et avec d'autres représentants du Secrétariat, que ce soit à Damas ou à New York. Nous espérons que ces réunions nous aideront à faire davantage de progrès cette année sur les plans de l'action humanitaire et du développement, sans aucune pression politique et sans aucun diktat des donateurs. Nous pensons que l'action humanitaire est noble et ne doit pas être un instrument d'assujettissement politique.

Deuxièmement, tout au long de ces années, nous avons demandé aux auteurs de rapport de ne pas y inclure des informations fournies par les prétendues sources libres ou par les médias arabes ou étrangers qui sont hostiles à mon pays. Nous avons lancé de nombreuses mises en garde contre le fait que certains États Membres se fondent sur de fausses informations et des rapports trompeurs pour traiter la situation en Syrie. Les dernières années nous ont donné raison. Nous avons fourni des éléments de preuve considérables au Conseil dans nos lettres et déclarations. Parmi les mensonges que j'ai évoqués, il y a les histoires inventées d'un enfant appelé Omran, à Alep, et d'un autre appelé Hassan Diab, à Douma. En décembre 2016, le Ministère égyptien de l'intérieur a arrêté cinq adultes et deux enfants qui filmaient des scènes sanglantes fictives dans la ville de Port-Saïd, en Égypte, en vue de diffuser ces images et de prétendre que les scènes s'étaient produites dans la ville syrienne d'Alep. Il y a également les mensonges concoctés par les Casques blancs, sous la houlette des services de renseignement de certains États occidentaux, concernant des allégations d'emploi d'armes chimiques, et qui donnent à certains membres permanents du Conseil le prétexte dont ils ont besoin pour lancer contre mon pays, sans aucune légitimité internationale, des actes d'agression les uns après les autres. Il semblerait que ces pays suivent deux voies : une, légitime, au sein du Conseil, et une autre, illégitime, en dehors de ce dernier.

Je voudrais donner une autre preuve au Conseil. Le magazine allemand *Der Spiegel* a annoncé que l'un de ses journalistes, Klaus Relotius – journaliste primé à l'international –, avait fabriqué de toutes pièces certains articles sur la crise en Syrie. En d'autres termes, *Der Spiegel* – qui veut dire « le miroir » en allemand – n'a pas donné un reflet fidèle de la situation.

Troisièmement, les mesures suivantes, entre autres, doivent être prises pour mettre fin aux souffrances des Syriens.

Il faut s'engager sans réserve à respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, comme en disposent les résolutions du Conseil. Il faut également s'engager sans réserve à appuyer les efforts du Gouvernement syrien, tant sur le plan humanitaire qu'en matière de développement, tout en évitant les pratiques susceptibles de violer ces nobles principes, comme les opérations transfrontières menées depuis des pays voisins par des organismes nourrissant des visées hostiles et qui contribuent à violer la souveraineté de mon pays.

Il faut engager une coopération sincère avec le Gouvernement syrien pour éliminer les reliquats des groupes terroristes armés, tout en mettant intégralement fin à l'appui que des gouvernements bien connus apportent au terrorisme. Nous soulignons que, pour éradiquer le groupe terroriste dit Front el-Nosra, qui est inscrit sur la liste du Conseil recensant les organisations terroristes et qui opère actuellement à Edleb, les efforts de la communauté internationale doivent être consolidés, conformément aux résolutions du Conseil sur la lutte antiterroriste.

Il faut mettre fin à la présence illégale des forces américaines, britanniques, françaises et turques sur le sol syrien. Ces forces appuient le terrorisme et entravent l'action humanitaire, comme nous l'avons vu dans le cas du camp de Roukban, qui se trouve dans une zone contrôlée par les forces américaines. Il est également nécessaire d'empêcher la coalition internationale illégale de commettre d'autres crimes contre la Syrie, après avoir fait des milliers de morts et de blessés parmi les civils syriens, pour la plupart des femmes et des enfants, et entraîné la destruction des infrastructures du pays.

Il faut s'engager à respecter les résolutions de l'ONU réaffirmant l'illégitimité de toutes les mesures coercitives unilatérales qui ont été très lourdes de répercussions néfastes sur la vie des Syriens. À cause de ces mesures, adoptées par les États-Unis et certains de leurs alliés, les Syriens ne peuvent pas assurer leurs besoins quotidiens fondamentaux; elles s'apparentent à un acte de terrorisme économique contre certains pays ciblés, dont le mien fait partie. L'objectif est de déstabiliser certains pays par l'imposition de mesures économiques lorsque l'intervention politique, l'agression militaire et l'appui au terrorisme ont échoué.

Mon pays souligne son attachement à une solution fondée sur un processus politique dirigé et pris en main par les Syriens. L'Envoyé spécial Geir Pedersen s'est rendu en Syrie il y a quelques jours. Nous lui avons affirmé avec insistance que nous étions prêts à coopérer avec lui pour faciliter un dialogue dirigé par la Syrie, afin de parvenir à une solution politique de la crise en Syrie qui tienne compte des intérêts de tous les Syriens, et qui fasse en sorte d'éliminer le terrorisme, de mettre

fin à toute présence étrangère illégitime en Syrie et de sauvegarder l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

Le Président (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 5.